ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Deuxième circonscription

FÉDÉRATION de la GAUCHE DÉMOCRATE et SOCIALISTE



Bernard PIEDS



Roger DOSSOT

ELECTRICES, ELECTEURS,

Voilà quinze mois, à une très large majorité, vous m'élisiez député de l'Aube.

Aujourd'hui, l'Assemblée est dissoute. Cette dissolution est l'exutoire de la carence gouvernementale, et la conséquence du jeu arbitraire de la « majorité » parlementaire, qui a refusé systématiquement tout dialogue avec les élus de l'opposition.

J'avais prévu cette issue. Et, pour ma part, devant la détérioration de la situation, avec tous les élus de la F.G.D.S., j'ai réclamé qu'une nouvelle consultation électorale ait lieu.

Et je sollicite la reconduction de mon mandat, conscient d'avoir rempli scrupuleusement les engagements que j'avais pris envers vous.

SUR LE PLAN NATIONAL

Je peux, sans crainte, apporter un bilan succinct de mes activités parlementaires :

— **22 questions écrites adressées au ministre.**

— **4 propositions de loi, dont une sur la jeunesse.**

— **Membre élu dans six Commissions spéciales.**

— **2 fois désigné pour intervenir à la tribune,** lors de débats importants, sur le budget de l'Education Nationale, sur la motion de censure relative aux problèmes de l'Information.

SUR LE PLAN DEPARTEMENTAL

J'ai assuré, comme je m'y étais engagé, **mes permanences** dans tous les chefs-lieux de canton. **J'ai entretenu, avec tous les maires** de ma circonscription, **des relations suivies et utiles.** Je me suis efforcé de répondre à toutes les lettres, à toutes les demandes.

J'ai, par ailleurs, œuvré, à chaque occasion, **avec toutes les bonnes volontés,** dans la mesure des moyens à ma disposition, **pour défendre le département et lui faire obtenir la place qu'il mérite.**

J'ai défendu les communes rurales.

Le pouvoir — m'apportant ainsi une marque de considération — m'oppose un de ses ministres, envoyé en service commandé.

A cette occasion, de puissants moyens seront déployés. Des promesses seront faites. Des subventions, des facilités pourront être accordées (et ce sera toujours ça de gagné pour la circonscription).

Mais les électeurs qui seraient tentés de faire élire « ce haut personnage » méritent d'être exactement informés.

En effet, SI LA MAJORITE **DEMEURE,** ***ils*** *auront voté, en réalité,* POUR LE SUPPLEANT *(un ministre ne pouvant être député).*

— SI LA MAJORITE CHANGE *(ce qui est fort possible) ils risqueraient de se doter d'un député pour lequel le département de l'Aube, dans lequel il ne réside pas, ne pourrait présenter qu'un intérêt secondaire.*

Dans les deux cas, les électeurs seraient perdants.

Les événements de ces derniers jours ont consacré la faillite d'une politique.

Une transformation profonde de la société s'impose.

Plus que jamais, je suis persuadé que mes propres convictions et le programme de la F.G.D.S. répondent aux exigences nationales et au désir du peuple.

Il aurait fallu, notamment, en effet :

— **accorder la priorité des priorités à l'Education Nationale** et réformer d'une façon cohérente les structures et les méthodes de l'enseignement.

— **saisir le Parlement du problème de la Sécurité Sociale**, et non prendre arbitrairement des dispositions anti-sociales, au moyen **d'ordonnances dont nous demandons l'abrogation.**

— **donner, à temps, satisfaction aux revendications légitimes des travailleurs et des personnes âgées.**

— **alléger les taxes et les impôts sur les revenus modestes des salariés, de l'artisanat et du petit commerce.**

— **promouvoir une agriculture moderne et assurer la sécurité des débouchés et des revenus aux agriculteurs.**

— **procurer de l'emploi aux jeunes, éviter le chômage, en abaissant l'âge de la retraite.**

— **assurer la reprise en charge, par l'Etat, des dépenses qu'il a transaférées,** indûment, aux communes et aux déparments.

— **restaurer le rôle et les prérogatives des élus locaux.**

— **supprimer une force de frappe ruineuse, dangereuse, inutile.**

— **participer à l'édification de la Communauté Européenne,** au lieu de pratiquer **un nationalisme périmé.**

TOUT CELA RESTE A FAIRE !

Pendant 10 ans, le pouvoir s'est contenté de répandre des promesses, de se délivrer des témoignages d'autosatisfaction, de tromper l'opinion, en asservissant la télévision.

Aujourd'hui, de tous les milieux, s'élèvent des protestations. Et le chef d'Etat ,et son gouvernement reconnaissent maintenant que des mutations s'imposent, que des réformes étaient urgentes.

En réalité, le pouvoir actuel — qui confond son maintien avec la défense de la République — sera incapable de prévoir et de réaliser, demain, comme hier.

En raison de ses conceptions politiques et économiques qui ne sont pas démocratiques !

A tous ceux qui sentent la nécessité d'une évolution, et qui pressentent les dangers que l'immobilisme et la réaction feraient courir.

A tous ceux qui sont, comme nous, **PARTISANS PASSIONNES DE LA RECONCILIATION DES FRANÇAIS,**

NOUS DISONS :

Si vous voulez construire l'avenir, la F.G.D.S. apporte sa force, son dynamisme, son sens des réalités.

Si vous voulez une République moderne, tolérante et prospère, animée d'un esprit d'ordre et de justice,

VOTEZ, sans abstention, dès le premier tour,

Bernard PIEDS

Député sortant
Directeur de Journal
Maire de Bar-sur-Seine
Président de la F.G.D.S.
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite
Officier dans l'Ordre des Palmes Académiques
Chevalier du Mérite Agricole
Officier dans l'Ordre du Mérite Artisanal

Suppléant :

Roger DOSSOT

Vice-président du Conseil Général
Agriculteur
Président de la Maison de l'Elevage
Maire de Virey-sous-Bar
Officier du Mérite Agricole

VU, LE CANDIDAT.

S.I.P. - TROYES